

I4CE

INSTITUTE FOR
CLIMATE
ECONOMICS

Une initiative de la Caisse des Dépôts et
de l'Agence Française de Développement

Financer l'action climat dans le plan de relance français

FRDO CFDD, Conférence « Un Plan de relance et de résilience
pour accélérer le financement de la transition »

Hadrien Hainaut

09/12/2020, mis à jour le 15/12/2020

L'Institut de l'économie pour le climat

I4CE EN CHIFFRES

25 
Collaborateurs

40+ 
Événements par an

30+ 
Publications par an

5000+ 
Followers sur Twitter

+6 000 
Abonnés
à la newsletter

NOTRE MISSION

L'Institut de l'économie pour le climat est une association experte de l'économie et de la finance, dont la mission est de faire avancer l'action contre les changements climatiques.

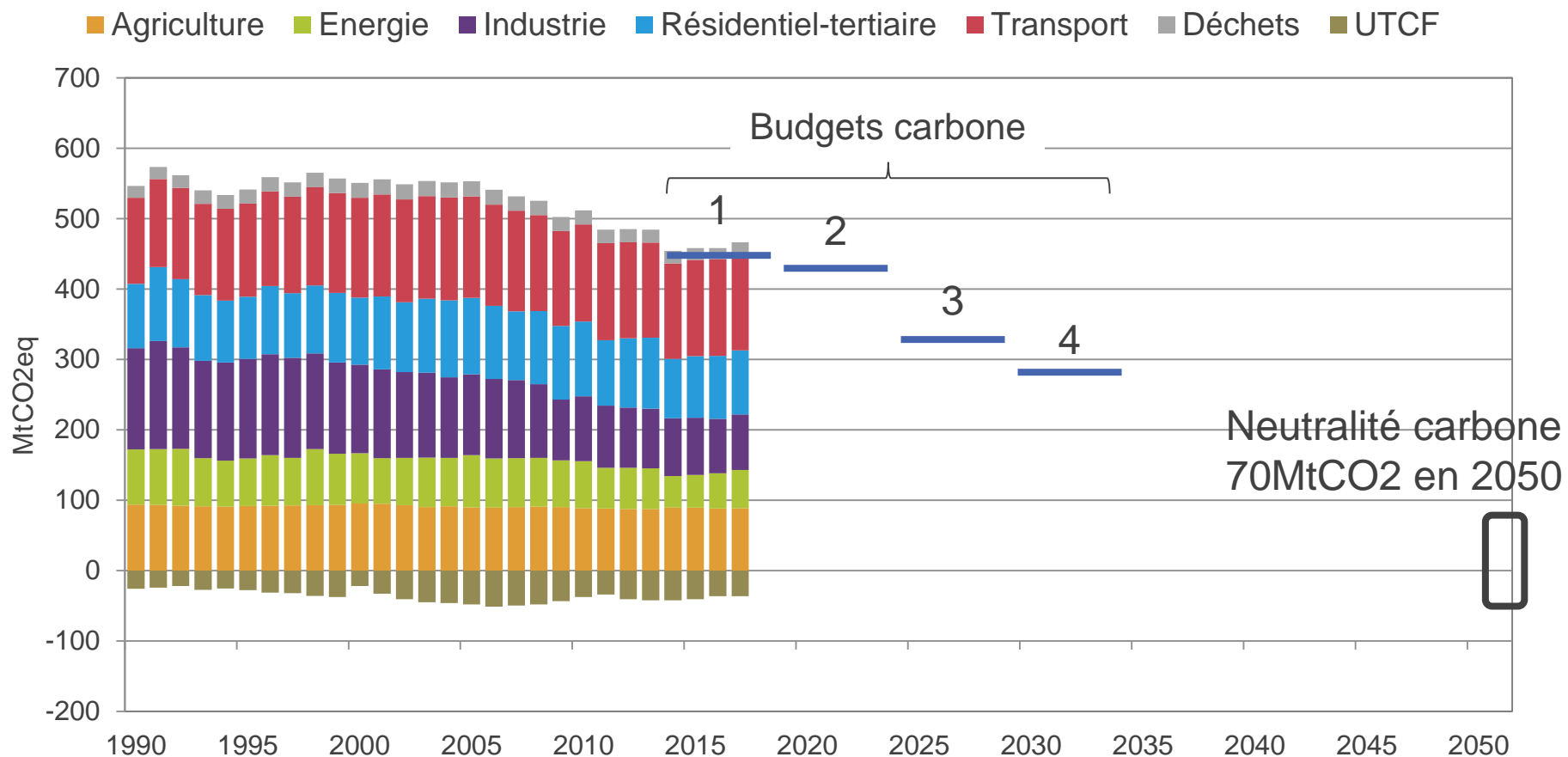
Grâce à ses recherches appliquées, l'Institut contribue au débat sur les politiques liées au climat. Il rend aussi publiques des analyses pour appuyer la réflexion des institutions financières, des entreprises ou encore des territoires et les aider à intégrer concrètement les enjeux climatiques dans leurs activités.

Agir pour le climat : des bénéfices en temps de crise

1. Environnement : un « Pacte Vert » plus crédible, préserver le capital industriel des filières bas-carbone, adapter l'économie aux dérèglements climatiques ;
2. Economie : relance de l'activité, réduire la sensibilité à des crises futures : chocs de prix du pétrole, approvisionnement alimentaire et industriel;
3. Santé : réduire nos fragilités face à des menaces sanitaires, notamment par l'amélioration de la qualité de l'air et la réduction de la précarité énergétique.

La stratégie nationale bas-carbone

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE EN FRANCE
(SOURCE: CITEPA, INVENTAIRE NATIONAL, SNBC)

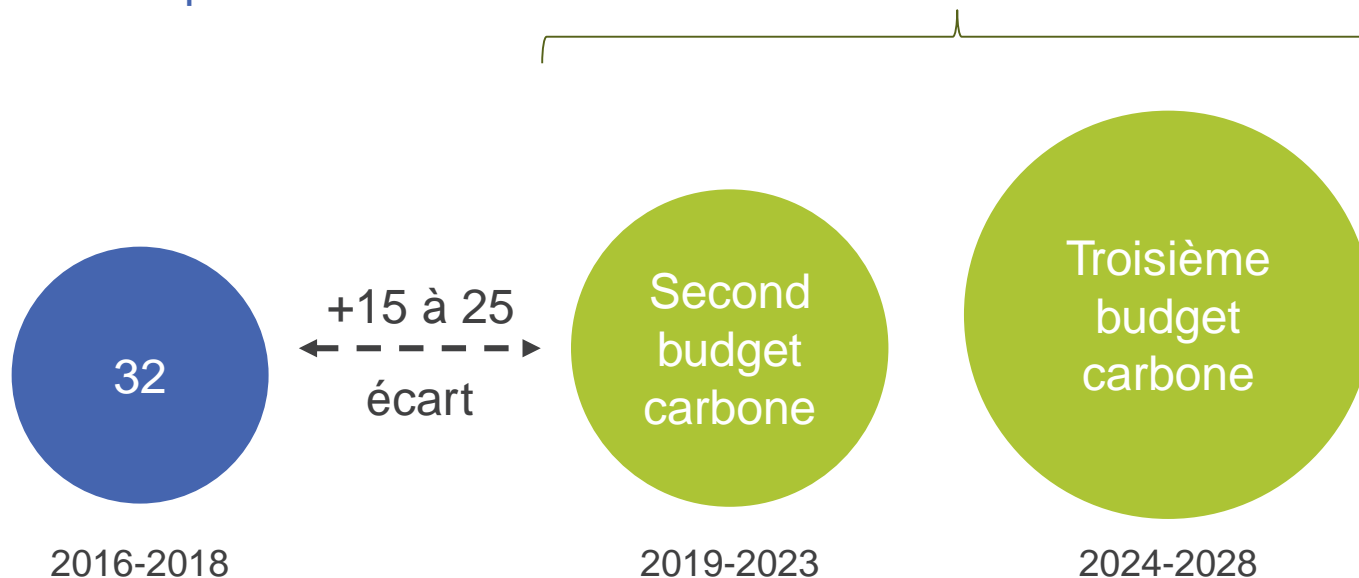


Les investissements nécessaires

Investissements en faveur du climat en France
(efficacité énergétique, énergies renouvelables, infrastructures durables)

Historique

Objectif national : neutralité carbone



En milliards d'euros par an

Source: I4CE, Panorama des financements climat, édition 2019

Les budgets carbone sont définis dans la Stratégie nationale bas-carbone (avril 2020)

Exemples : estimation détaillée des besoins d'investissement

(en 2023)

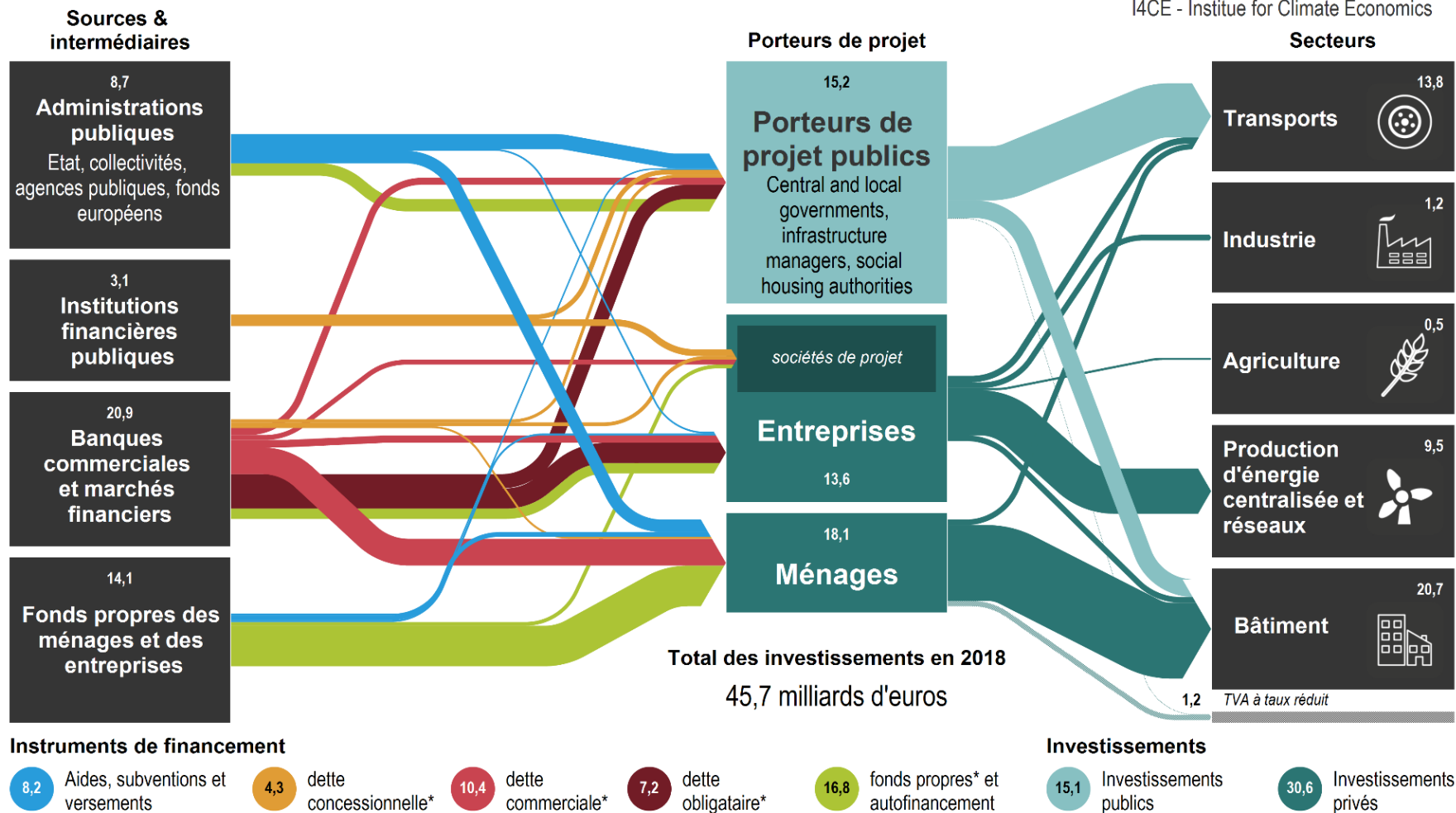
■ SNBC & scénario référence ■ documentation ■ hypothèse I4CE

Bâtiments	467,000 rénovations complètes-équivalentes × 16 à 49k€ par logement	=16 milliards d'euros
Véhicules	123,000 voitures électriques × 31k€ par véhicule	= 9,7 milliards d'euros
Eolien terrestre	2400 à 2700 MW installés × 1200 à 1300€ par kW	= 2,9 to 3,5 milliards d'euros
Réseau ferré	poursuite de l'effort actuel de régénération	= 4 milliards d'euros
	mise en œuvre du scénario n°2 du Conseil d'orientation des infrastructures (COI)	= 0,8 milliard d'euros
Réseaux de chaleur	raccorder 169,000 équivalent-logements × 1700€ par équivalent-logement	= 0,3 billion euros

Qui entreprend, et qui finance ces investissements ?

Panorama des financements climat en 2018

En milliards d'euros courants
I4CE - Institute for Climate Economics

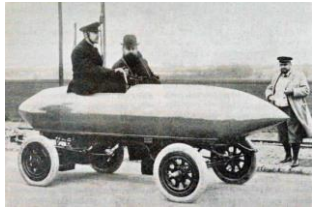


* y compris financement par le bilan des entreprises

Un financement public additionnel de 9 Mds€/an



- Aides, des prêts et un accompagnement de A à Z pour les ménages qui entreprennent des rénovations globales et performantes ;



- Bonus automobile renforcé pour les voitures électriques des particuliers, des bornes de recharge en accès libre financées par l'Etat et les collectivités ;



- Budgets pour un réseau ferroviaire, des transports en commun rénovés et étendus vers la périphérie des villes, davantage de pistes cyclables ;



- Aides et des prêts pour encourager la production **d'électricité, de gaz et de chaleur renouvelables**

Une impulsion publique cruciale, modeste et sans regrets

Une impulsion publique cruciale, modeste et sans regrets (+9mds€/an)

- Cruciale car sans elle les projets ne verront pas le jour
- Modeste, grâce aux effets de levier
- Sans regret : des co-bénéfices attendus sur l'activité*, l'emploi*, le solde commercial, la qualité de l'air**

Le véritable enjeu pour les finances publiques est à moyen terme (+22 mds€)

- de plus en plus de projets,
- certains se passent d'aides publiques, d'autres en ont davantage besoin (ex: précarité énergétique)
- toujours des bénéfices, mais un financement qui fait débat

En milliards d'euros par an	Historique 2016-2018	Court-terme → 2023	Moyen-terme → 2028
Financement public Investissements directs, subventions, prêts concessionnels, accompagnement et réglementation	15	23 (+9)	37 (+22)
Effet de levier sur les financements privés Prêts commerciaux, obligations, fonds propres	22	36	60
Total des investissements climat	32	54	89
Rémunération de la production d'ENR	5	6	9

*: [L'ADEME a estimé les impacts des propositions d'I4CE](#) : PIB +0.2 à +1.9% ; emplois +25.000 à +400.000 ETP comparativement à un scénario tendanciel, en 2020 et 2025 respectivement

** : impact estimé de la mise en œuvre de la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC)

Des financements nécessaires, mais non suffisants

Davantage d'investissements...

- Secteurs non couverts : agriculture, alimentation, industrie, nucléaire, R&D, adaptation...
- Bientôt des objectifs plus ambitieux?
le Parlement européen propose -55% en 2030

... avec moins d'effet de levier

- La crise réduit les capacités financières des porteurs de projet

Aider les porteurs de projets à passer la crise

Porteur de projet	Impliqué dans..	Difficultés rencontrées
Opérateurs de transport et autorités organisatrices de la mobilité	Infrastructures TCU Autobus bas-carbone	Baisse des recettes du versement mobilité (chômage partiel). Baisse des recettes du trafic
Agence de financement des infrastructures de transport	Infrastructures TCU et ferroviaires	Baisse des recettes de la TICPE Baisse des recettes de la taxe sur les billets d'avion
Energéticiens et leurs filiales développant les énergies renouvelables	Energies renouvelables (électricité, gaz, chaleur)	Baisse du prix des énergies, maintien d'une partie des charges. Les revenus des ENR sont globalement préservés.
Gestionnaires des bureaux tertiaires	Rénovation des bâtiments tertiaires	Recours durable au télétravail : baisse de la demande pour les espaces de bureaux.
Collectivités territoriales	Rénovation des bâtiments publics, réseaux de chaleur	Plusieurs recettes fiscales devraient baisser en 2021, notamment celles sur les transports (TICPE) et sur l'activité.
Bailleurs sociaux	Rénovation des logements sociaux, construction	Loyers impayés en raison des pertes de revenus et d'emplois
Agriculteurs	Méthanisation	Difficultés à écouler les produits labellisés vers la restauration
Ménages	Construction et rénovation des logements, dont précarité énergétique	Revenus préservés, constitution d'épargne pendant la crise

La place du climat dans le plan de relance

Synthèse des travaux de cotation environnementale, décembre 2020

en milliards d'euros	Ensemble « favorable »	Ensemble « défavorable »	Neutre, ambigu, continuité, inconnu	Ensemble
I4CE, « France relance »	18	-	-	100
Gouvernement, évaluation environnementale du budget, « France relance »	32	-	68	100
Consortium « Energy policy tracker » : France relance, mesures d'urgence et plans régionaux	35 soit 12,6%	22	220	277
Haut Conseil pour le Climat : France Relance	27,7		72,5	100
Consortium « Green Recovery Tracker », France Relance	28,5 soit 30%	20,5	44,5	93,5

Sources:
 Gouvernement, [France Relance](#), Septembre 2020
[I4CE, analyse « Plan de relance et budget 2021 »](#) Louise Kessler, octobre 2020, p.7
[Gouvernement, Rapport sur l'impact environnemental du budget de l'Etat](#), septembre 2020, « Focus sur la cotation environnementale du plan de relance », p.22 | [Energy policy tracker](#) : France ; avec favorable = clean energy, unconditional and conditional, défavorable = fossil fuels, neutre = other energy ; mis à jour le 2 décembre 2020 | Haut Conseil pour le Climat, [France Relance : Quelle contribution à la transition bas-carbone?](#) | [Green recovery tracker](#) : France, avec « positive » et « very positive » regroupés dans la colonne favorable

La relance n'est pas qu'une question de financement

Climat

- [Bâtiment](#) – soutien à la rénovation globale, réglementation, accompagnement, mieux organiser offre de travaux
- [Hydrogène](#) – combler l'écart de coût entre l'H2 fossile et décarboné
- [Ferroviaire](#) – soutien au report modal, labels, qualité des sillons
- [Mobilité](#) – mettre fin aux aides pour les véhicules thermiques

Transversal

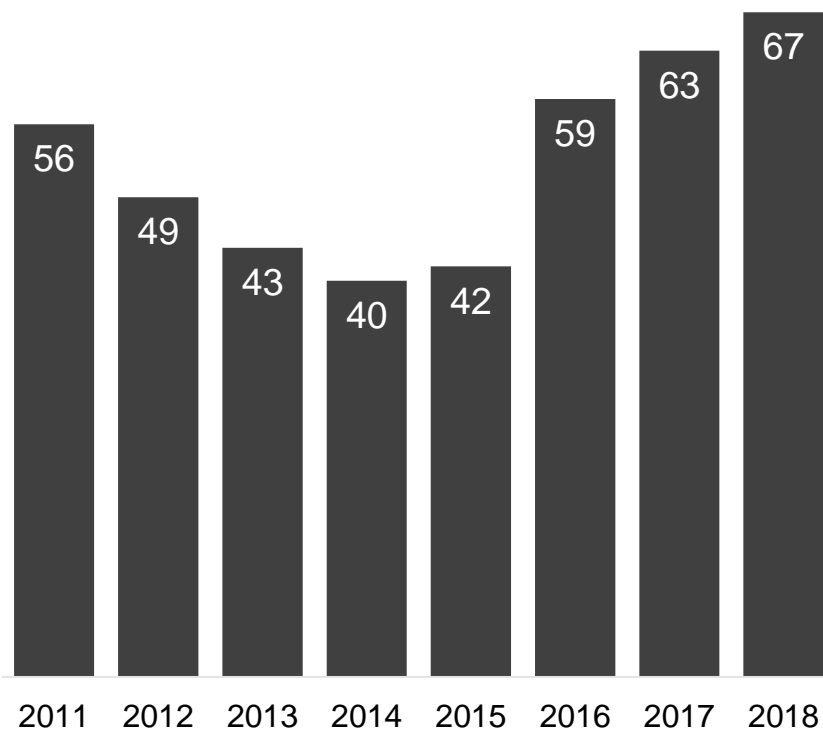
- Intégrer [l'adaptation](#)
- Soutenir la capacité à monter des projets : moyens humains et expertise, notamment dans les [collectivités](#)

Fossiles : « ne pas nuire »

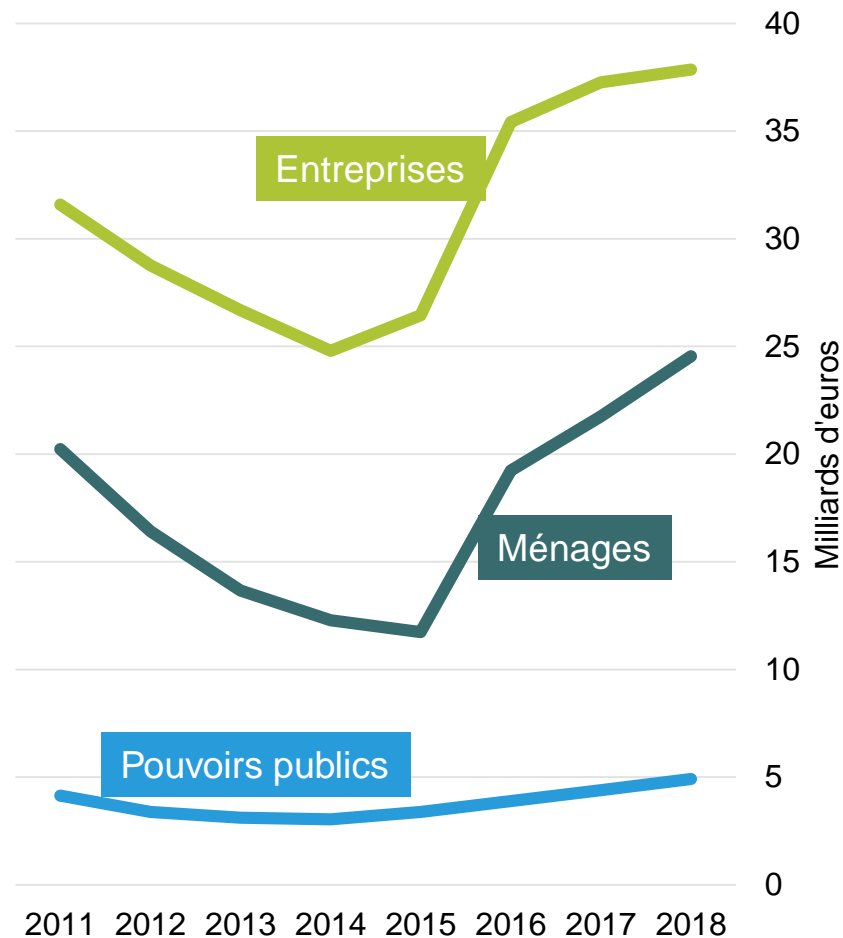
- Mesures d'urgence : comment les conditionner ?
- Comment réorienter les activités pendant et après la crise ?

Les investissements fossiles progressent

INVESTISSEMENTS DÉFAVORABLES AU CLIMAT EN FRANCE, EN MILLIARDS D'EUROS



RÉPARTITION PAR PORTEUR DE PROJETS





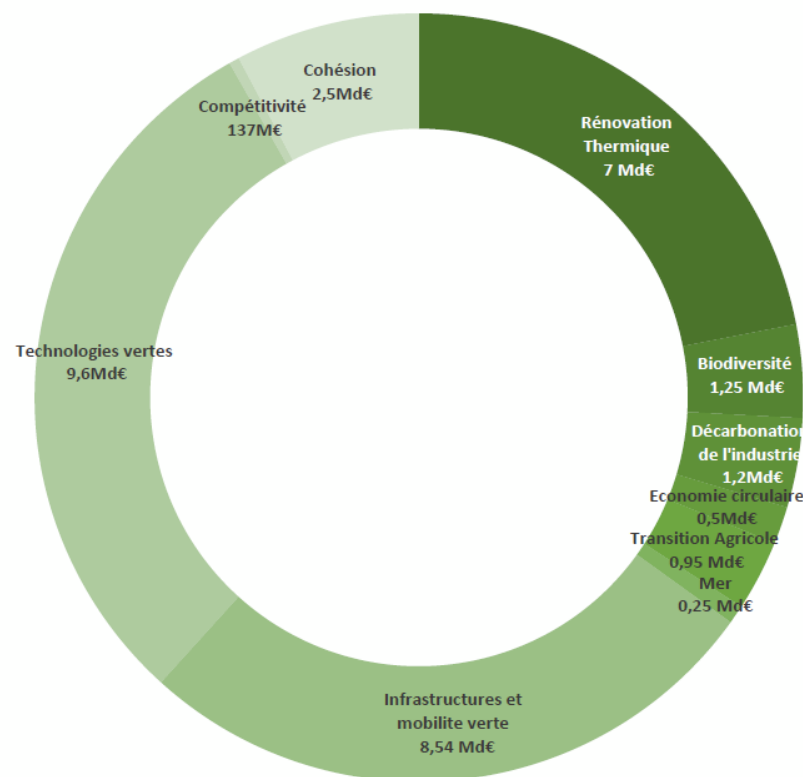
Merci pour votre attention
Questions, commentaires:
hadrien.hainaut@i4ce.org

« France relance » : 100mds€

- Annoncé septembre 2020
- Fait suite au « plan de soutien » du printemps et de l'été
- Volet écologie
 - rénovation,
 - renouvellement urbain,
 - industrie décarbonée,
 - économie circulaire,
 - transition agricole,
 - transports, etc.
- Volet compétitivité
 - Fiscalité entreprises
 - Souveraineté technologique
 - Numérique
- Volet cohésion
 - Santé
 - Jeunesse
 - Sauvegarde de l'emploi
 - Personnes précaires
 - Territoires

Répartition des dépenses « vertes » du plan de relance













(Dépenses favorables au moins une fois à l'environnement)



France relance & Convention citoyenne

Quelles enveloppes financières pour la transition bas-carbone dans le plan de relance ?

Montant additionnels, en millions d'euros par an

	 Ferroviaire	 Infrastructures vélo	 Logements privés	 Véhicules particuliers	 Bâtiments publics	 Transports en commun	 Electrification des ports	 Hydrogène vert	 Tri, recyclage, réemploi	 Transition agricole
	2 350	150	1 000	<1 000	2 000	350	100	1 000	250	250
	2 000 ^{a+b}	150 ^a	~7 500 ^b <i>Moyenne d'ici 2030, plus 4 milliards via l'augmentation des CEE</i>	2 000 ^b	Demandé par les citoyens mais non chiffré					

^a Demande explicite des citoyens

^b Estimation I4CE des propositions citoyennes

I4CE INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS

https://www.i4ce.org/plan-de-relance_convention_citoyenne/

<https://www.i4ce.org/convention-citoyenne-une-ambition-climat-rehaussee-un-cout-raisonne/>

Le volet climat du plan de relance français : environ 18 milliards d'euros sur deux ans

Volet	Mesures	Montants
Rénovation énergétique	<ul style="list-style-type: none"> • Rénovation des logements privés • Rénovation des bâtiments publics • Rénovation des logements sociaux • Rénovation des TPE/PME 	6,7 Mds
Décarbonation de l' industrie	<ul style="list-style-type: none"> • Décarbonation de l'industrie 	1,2 Mds €
Mer	<ul style="list-style-type: none"> • Verdissement des ports 	200 M €
Infrastructure et mobilités vertes	<ul style="list-style-type: none"> • Plan Vélo, projets de transport en commun • Plan de soutien au secteur ferroviaire • Verdissement du parc automobile de l'Etat • Aide à l'achat de véhicules propres 	8 Mds €
Technologies vertes	<ul style="list-style-type: none"> • Développement d'une filière d'hydrogène vert en France 	2 Mds €
Total « climat »		18 Mds €